

Les crédits

Si le gouvernement fédéral, dans un effort pour guérir le système de santé, continue de réduire considérablement, comme l'avaient prévu des économistes de la santé, ses contributions et ses obligations concernant le partage des frais du système de santé, il se pourrait qu'à la fin, il ne reste plus du tout de système à réformer.

Je demande donc au gouvernement, pendant qu'on réforme le système, de continuer de fournir aux provinces les ressources financières dont elles ont tant besoin actuellement.

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Madame la Présidente, c'est évidemment avec plaisir que j'ai appuyé l'amendement proposé par mon collègue, le député de Winnipeg-Nord.

Comme vous l'aurez remarqué, c'est grâce à son intervention que la discussion a pris au cours de la dernière heure un tour logique et intelligent. Le caucus libéral prend ce débat au sérieux même si un seul représentant du Nouveau Parti démocratique, qui a proposé la motion originale, a finalement daigné nous honorer de sa présence il y a quelques instants.

La question nous intéresse. Nous nous en sommes toujours préoccupés. Je tiens à féliciter le député pour en avoir exposé tous les principes.

En tant que représentant d'une circonscription de la région de Toronto, je suis préoccupé par l'effritement du système des soins de santé en Ontario, et plus particulièrement à Toronto. Phénomène qu'ont malheureusement pu observer ces deux dernières années nombre de mes électeurs ainsi que beaucoup d'autres Torontois et Ontariens, au fur et à mesure que le gouvernement actuel réduisait son appui, moral et financier, à notre système des soins de santé.

Cela est peut-être dû en partie au fait que nous sommes en pleine récession. Je suis trop bon, en fait, car les statistiques prouvent que nous sommes en pleine dépression.

Avec leurs impôts, les Ontariens contribuent chaque année 45,7 p. 100 environ des recettes du gouvernement fédéral.

Compte tenu de l'incidence terrible de la récession sur l'économie ontarienne, ces deux dernières années, la

productivité du secteur manufacturier a chuté de 13 p. 100 et le nombre d'emplois dans ce secteur a diminué de 23 p. 100.

Je ne parlerai pas des autres secteurs pour le moment. Qu'il me suffise de dire que cela a eu pour résultat une baisse des recettes disponibles et un renforcement des pressions exercées sur le système.

Comment le gouvernement de l'Ontario a-t-il réagi? Vous me pardonnerez, j'espère, de faire cette remarque. Je demande l'indulgence de mon collègue qui a présenté cette motion, car je ne veux pas engager un débat qui serait trop teinté d'esprit de parti. Le fait est que le gouvernement de l'Ontario, un gouvernement néo-démocrate, a transformé un budget excédentaire en un budget dont le déficit atteint neuf milliards de dollars.

En tant que citoyen de cette grande province et en tant que personne qui, par le truchement de ses impôts, contribue aux recettes de cette province, on aurait été en droit de penser que ces neuf milliards de dollars auraient pu servir à améliorer le système que nous, à la Chambre, avons mis en place pour l'ensemble des Canadiens.

Le régime d'assurance-maladie est un élément fondamental de stabilité sociale. De 1990 à aujourd'hui, son coût est passé à neuf milliards de dollars. En fait, on prévoit qu'il atteindra les 11 milliards de dollars. En tant que contribuable de cette province, je m'adresse à ce gouvernement, au gouvernement néo-démocrate, à ce protecteur, à ce sauveur des programmes sociaux de soins de santé, pour lui poser une question: «Qu'avez-vous fait de mon argent?»

Mes collègues du Nouveau Parti démocratique à la Chambre font preuve d'une hypocrisie éhontée quand ils n'hésitent pas à me dire, à moi, électeur de la province d'Ontario, que le régime d'assurance-maladie est menacé par les premiers ministres libéraux des autres provinces, alors que nous savons qu'en Ontario, nous fournissons 45,7 p. 100 des recettes du Canada et alors que nous avons, en Ontario, un gouvernement qui se proclame le protecteur de tous ces programmes.

Comment ces députés peuvent-ils oser prendre la parole à la Chambre et faire insulte à l'intelligence de tous les députés en s'absentant quand mon collègue expose l'ensemble du dossier des soins de santé ou, qui pis est, en imposant à la Chambre un débat. . .